



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 27 Juin 2022

Régionale

🍷 Une nouvelle plateforme de paiement soutenue par l'Union africaine pourrait voir le jour

Une nouvelle plateforme de paiement soutenue par l'Union africaine (UA) pourrait être développée afin de faciliter le commerce intracontinental. Le système panafricain de paiement et de règlement (Papss) devrait permettre de réduire les coûts de transaction grâce à des taux directs plus efficaces et à des transferts plus rapides selon la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), qui a développé la plateforme. De fait, le commerce intra-africain reste faible (13 %) par rapport aux autres régions du monde. L'un des facteurs qui entravent le bon déroulement du commerce entre pays africains est la dépendance à l'égard de monnaies tierces - le dollar américain, l'euro et la livre sterling principalement - entraînant des coûts élevés et des délais de transaction importants. Par le biais de cette plateforme, l'Afrique réduirait sa dépendance à l'égard du dollar américain et d'autres devises fortes.

🍷 Le Rwanda et les Seychelles figurent dans le livre *Good Governance in Sub-Saharan Africa* du FMI

Le Rwanda et les Seychelles ont été présentés dans un livre du FMI - *Good Governance in Sub-Saharan Africa* - sur les pays subsahariens qui mènent les efforts pour assurer une bonne gouvernance. Dans le livre, les pays les plus prospères ont généralement cinq éléments clés en place : un haut niveau d'engagement politique en faveur de la bonne gouvernance et de la transparence; le respect de l'État de droit et des droits de propriété; la garantie de l'efficacité, de la transparence et de la surveillance publique des investissements; l'accès gratuit à l'information; l'innovation et la technologie, qui, à cet égard, peuvent jouer un grand rôle pour aider les gouvernements à réaliser leurs priorités en matière de gouvernance.

🍷 Burundi

Première session ordinaire du Conseil des gouverneurs du Fonds de Solidarité Africain (FSA) à Bujumbura

La première session ordinaire du Conseil des gouverneurs du Fonds de Solidarité Africain (FSA) s'est tenue à Bujumbura ce 28 juin. Le FSA compte 15 membres au total dont trois membres de l'AEIO – le Burundi, le Rwanda et l'île Maurice. Son intervention consiste à offrir la garantie des prêts bancaires et des emprunts obligatoires destinés au financement des projets à caractère industriel, commercial, agricole, d'infrastructures et de services. Au Burundi, le FSA a appuyé de différents projets qui comprennent, la construction d'une centrale hydroélectrique et la mise en place d'une société sucrière. Domitien Ndiokubwayo, ministre burundais des Finances et président du Conseil des gouverneurs du FSA, exhorte les pays membres du FSA à travailler ensemble pour renforcer les monnaies nationales par rapport aux devises étrangères. Il a aussi ajouté que le FSA doit continuer de travailler sans relâche pour renforcer les activités opérationnelles qui impactent directement les économies des Etats membres en termes de croissance du PIB. Dans les aspects administratifs, le ministre a suggéré la nomination des cadres indépendants au sein de cette institution.

Le FSA ambitionne de devenir jusqu'en 2025 une institution de garantie et de financement panafricain de référence sur le continent avec un fort impact socio-économique sur les Etats membres.

🍷 Comores

Pas de brève cette semaine

🍷 Djibouti

Accord de coopération entre l'Arabie Saoudite et Djibouti sur le transport maritime

Djibouti a signé avec l'Arabie saoudite un accord de coopération en matière de transport maritime le 25 juin. L'objectif de cet accord est de renforcer les relations commerciales entre les deux pays en facilitant les procédures d'accès aux ports. Cet accord s'inscrit dans la démarche de l'Arabie saoudite de développer ses relations commerciales avec les pays de la mer Rouge (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Jordanie et Soudan). Ces pays ont représenté globalement 2,5 % des importations et 4,4 % des exportations de l'Arabie saoudite en 2019. A la même période, Djibouti était le 30^{ème} client et 77^{ème} fournisseur de l'Arabie saoudite.

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Réduction des réserves obligatoires pour les banques

La Banque centrale (NBE) a émis une nouvelle directive (SBB/84/2022) qui réduit le niveau de réserves obligatoires pour les banques

commerciales à 7 % début juin 2022. Face à une inflation grandissante (+ 26,4 % en g.a en juillet 2021), un accroissement des prêts au secteur privé (+ 40,8 %) et des déboursements (+ 125 %), la NBE avait doublé les réserves obligatoires (de 5 à 10 %) en septembre 2021.

Hausse de 79 % des flux entrants d'investissements directs à l'étranger (IDE)

D'après la CNUCED, les flux d'IDE entrants en Éthiopie s'élevaient à 4,3 Mds USD en 2021 contre 2,4 Mds USD en 2020, soit une hausse de 78,9 % contre une hausse de 35 % en Afrique de l'Est (8,2 Mds USD). Alors que les flux entrants d'IDE en Éthiopie affichaient une baisse constante depuis 2016 (passant de 4,1 Mds USD à 2,4 Mds USD en 2020) ce résultat marque une forte reprise. Cette hausse s'explique par les investissements chinois qui ont triplé en 2021 (l'Éthiopie est une place centrale pour l'initiative chinoise *Belt and Road*). L'Éthiopie devient le 2^{ème} récipiendaire d'IDE parmi les pays en développement derrière le Mozambique (5,1 Mds USD). L'Éthiopie accueille ainsi 52,0 % des IDE d'Afrique de l'Est, principalement dans les secteurs des énergies renouvelables.

Un projet de budget en hausse de 40 %, tiré par les dépenses militaires et le service de la dette

Le projet de budget pour l'année fiscale 2022/23 s'élève à 786,6 Mds ETB (environ 15,1 Mds USD), soit une hausse de 40 % par rapport au budget initial approuvé pour l'année fiscale 2021/22 en ETB (+ 17 % en USD), et de 15 % avec le budget additionnel approuvé en décembre 2021 (baisse de 3 % en USD, en raison de la dépréciation du Birr). Le budget d'investissement s'élève à 218,1 Mds ETB, soit 27,7 % du budget total, contre 184 Mds dans le budget initial 21/22 (32,7 % du budget), soit une hausse de 18,5 %. Il est prévu une baisse des investissements dans les

projets routiers, infrastructures urbaines, l'éducation, la santé et les projets d'irrigation. Les dépenses courantes représentent 44 % du budget total pour 22/23, à 347,1 Mds ETB, en très forte hausse par rapport à 21/22 (162 Mds ETB). Cette hausse s'explique principalement par la hausse des dépenses militaires, qui sont prévues à 100 Mds ETB (1,9 Md USD) pour 22/23, contre 22 Mds ETB (0,5 Md USD) dans le budget initial 21/22. Le budget de la défense s'était néanmoins porté à 112 Mds ETB avec le budget additionnel. La défense représenterait donc 12,7 % du budget 22/23 et 1,8 % du PIB. Le budget alloué au paiement du service de la dette s'élèverait à 126 Mds ETB (2,4 Mds USD) cette année, soit 16,0 % du budget, contre 45 Mds ETB (1,0 Md USD) l'année dernière. Les transferts aux régions (209,4 Mds ETB,) restent stables pour l'Etat du *Tigray* pour l'année 22/23 (12 Mds ETB) et augmenteraient légèrement pour les autres régions. Les recettes fiscales et non fiscales sont prévues à 477 Mds ETB (contre 369 Mds en 21/22), alors que 161,6 Mds ETB sont attendus des émissions de bons du Trésor et 30,2 Mds de l'aide internationale (contre 67 Mds en 21/22). Les prêts étrangers atteindraient 26,3 Mds ETB, contre 56,8 Mds en 21/22. Le déficit s'élèverait ainsi à 231 Mds ETB (4,5 Mds USD), soit 3,8 % du PIB projeté par le FMI, contre 125,7 Mds ETB prévus dans le budget initial 21/22.

Kenya

La société d'état, Nock, commencera à acheter du carburant en provenance de l'Arabie saoudite en août

Le Kenya a connu une forte augmentation des prix à la pompe avec un litre de super et diesel à 159,12 KES et 140 KES respectivement à Nairobi. Pour le diesel par exemple, cela représente une augmentation de 27 % par rapport au prix du Janvier. La *National Oil Corporation of Kenya (NOCK)*, société d'État, commencera donc dès le mois d'août à acheter du carburant en provenance de l'Arabie saoudite (*Saudi Aramco*)

à des prix que le gouvernement et la *Nock* chercheront les plus compétitifs possibles. *Nock* importera 30% des quotas mensuels d'importation de produits pétroliers du pays à partir du mois d'août, avec un achat, à priori, à crédit (sur quelques mois) auprès de *Saudi Aramco*. Cette action s'inscrit dans le mandat initial de la société d'État, fortement endettée, avant qu'elle ne perde son monopole lorsque le gouvernement a ouvert le marché de l'importation aux entreprises privées dans les années 1990. Sa part de marché à l'importation de produits pétroliers a été fortement réduite en raison de la forte concurrence des multinationales bien financées comme *Total* et *Vivo* (Franchisé de *Shell* au Kenya). Les importations seront principalement utilisées pour fournir des stocks stratégiques pour le pays et protéger les consommateurs face aux pénuries de carburant et aux chocs d'offres et prix sur le marché mondial. Les essais débutent en août, pour deux mois, ce qui permettra de mesurer l'impact du projet, et doit officiellement commencer en octobre.

Proparco a acquis une participation de 31,5 MUSD dans la chaîne de supermarchés *Naivas*

La branche de l'AFD dédiée au secteur privé, *Proparco*, a acquis une participation de 31,5 MUSD dans la chaîne de supermarchés *Naivas* dans le cadre d'un consortium qui prendra une participation combinée de 40% dans le détaillant. Le consortium comprend le fonds souverain allemand *DEG* et le conglomérat mauricien *IBL Group*, qui gère la principale chaîne de supermarchés de l'île Maurice, connue sous le nom de *Winner's supermarket*. L'opération souligne la valeur de *Naivas*, qui reste une attraction pour les fonds d'investissement privés dans le secteur de la vente au détail au Kenya, dont l'expansion a été propulsée par l'effondrement ou les difficultés de ses rivaux *Nakumatt Holdings* et *Tusker Mattresses Limited* (propriétaire de la marque *Tuskys*). Le détaillant devrait clôturer l'exercice financier qui se termine ce mois-ci avec un chiffre d'affaires brut de 860 MUSD, avec l'ambition de le porter à

1 MdUSD au cours du prochain exercice. Le groupe dispose actuellement de 84 points de vente dans 20 villes du Kenya, et emploie plus de 8 000 personnes.

Shell augmente sa part de marché de 21,5 à 26,5 % entre décembre 2021 et mars 2022

Malgré la fragmentation du marché de la distribution et de la vente au détail de carburant (plus d'une centaine d'acteurs), le groupe *Shell* via son distributeur *Vivo Energy Kenya*, au cours du premier trimestre 2022, augmenté ses parts de marché de 21,5 à 26,5%. Les autres principaux acteurs de marché, *TotalEnergies* et *Rubis* ont également vu leurs parts de marché s'accroître, respectivement de 16,4 à 17,7% et de 8,6 à 10,7%, tandis que celle d'*Ola Energy* reste stable à 7,5%. Ces données issues du *Petroleum Institute of East Africa* montre que les quatre leaders pétroliers ont accru leur domination sur le marché des ventes de carburant avec une part combinée de 62,4% en mars 2022 contre 53,4% l'année précédente. La concentration du marché s'est renforcée suite à la pénurie de carburants - liée à l'augmentation des cours internationaux et aux faiblesses du système de subvention des prix à la pompe - qui a touché le pays début avril 2022. Le délai d'un mois entre les révisions des prix de l'autorité de régulation (EPRA) et des montants de compensation versés aux distributeurs a entraîné la fermeture des stations indépendantes, laissant seulement les principaux distributeurs - qui disposent d'une capacité de trésorerie supérieure - en mesure d'assurer la fourniture de carburants.

Airtel sensibilise au recyclage des déchets électroniques à Nairobi

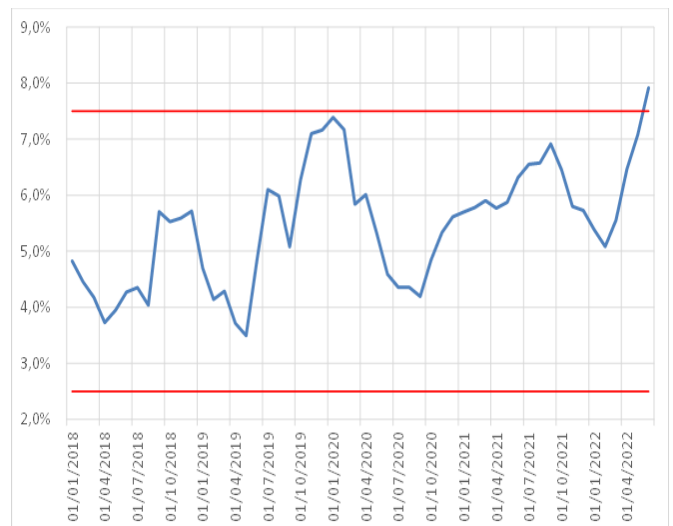
Alors que le continent africain a généré près de 2,9 millions de tonnes de déchets électroniques en 2019, seuls 13 pays africains sur 43 analysés détiennent une politique nationale de régulation et de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) d'après le *Global E-waste Statistics Partnerships*. La filiale kenyane de la société de télécommunication

Airtel, qui détient 27 % du marché local avec ses 16 millions d'abonnés, a lancé une opération de collecte, de transport, de stockage et de recyclage des appareils électroniques (smartphones, ordinateurs, cartes-mères, batteries, câbles...) avec ses employés dans l'objectif de sensibiliser au recyclage des déchets électroniques à Nairobi. Cette initiative, lancée par le concours du centre D3E du *Waste Electrical and Electronic Equipment Centre*, s'inscrit dans une volonté de minimiser l'impact environnemental des activités de la société en développant une économie à faible émission carbone. *Airtel Africa* vient ainsi rivaliser avec d'autres opérateurs de télécommunications qui renforcent également leurs engagements écoresponsables, à l'image de la société sud-africaine MTN (*Mobile Telephone Networks*) qui a recyclé près de 53 tonnes d'appareils électroniques hors d'usages au Cameroun et au Bénin en 2015.

L'inflation atteint un point haut de plus de 5 ans (7,9 %)

L'inflation, en glissement annuel, s'établit en hausse pour le 4^{ème} mois consécutif et atteint 7,9 % en juin (contre 7,1 % en mai), soit 0,4 points au-dessus de l'objectif de la Banque centrale (5 +/- 2,5 %), une première depuis plus de 5 ans. Cette hausse s'explique principalement en raison de l'augmentation des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (+ 13,8 % en g.a) ; de l'ameublement, équipement ménager et d'entretien (+ 9,2 %) ; des transports (+7,1 %) et du logement, eau électricité gaz et autres combustible (+ 6,8 %) entre juin 2021 et juin 2022. Alors que la Banque central a déjà augmenté son taux directeur fin mai (+0,5 point de pourcentage à 7,5 %), une première depuis 7 ans, la hausse des prix pourrait se poursuit. Selon une étude du programme alimentaire mondial, le Kenya devrait être confronté à des pressions accrues sur les prix des denrées alimentaires dans les mois à venir, en raison d'une production de maïs réduite à cause du doublement du coût des engrais et de la faiblesse des précipitations. Le programme de fin des subventions au carburant pour l'année fiscale qui débute en juillet pourrait

également attiser de nouvelles pressions sur les prix.



Madagascar

La Banque mondiale soutient la résilience des systèmes alimentaires pour 158,1 MUSD

La Banque mondiale et le gouvernement malgache ont signé le 22 juin un accord portant sur le financement du Projet de résilience des systèmes alimentaires de Madagascar (PRSA) à travers un prêt d'un montant de 158,1 MUSD, entrant dans le cadre d'un financement régional de 788 MUSD. Le projet bénéficiera à 600 000 personnes dans treize régions du pays. Il vise notamment la reconstruction de capacités de production résilientes, une amélioration de la gestion des ressources naturelles et des infrastructures d'irrigation, un renforcement de la connectivité avec les marchés pour les petits exploitants agricoles et des communautés rurales dans les chaînes de valeur.

🌐 Maurice

Séparation des fonctions de régulateur et de producteur du secteur de l'électricité

Avec l'entrée en vigueur d'un nouveau cadre réglementaire, l'*Utility Regulatory Authority* (URA) devient le régulateur officiel du marché de l'électricité à Maurice. Cette fonction était jusqu'à présent exercée par le producteur d'électricité public *Central Electricity Board* (CEB). L'URA se voit ainsi confier la signature des contrats avec les producteurs indépendants (60% du mix électrique), la définition des prix d'achat et de vente et la conduite du plan de transition énergétique. L'objectif est de favoriser la concurrence entre les producteurs d'électricité. Cette réforme a été réalisée avec l'assistance de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) française, financée par l'AFD et le Trésor (Fexte Régulation de 0,5 MEUR octroyé en 2019).

🌐 Ouganda

Le nombre de PME en Ouganda en augmentation

Malgré les impacts économiques de la pandémie du COVID-19 dans le pays, le secteur des moyennes et petites entreprises a poursuivi son développement, les PME étant désormais 40 000 en Ouganda. Selon Ssali Busulwa, directrice de cabinet au ministère du commerce, il est important que les hommes d'affaires et décideurs politiques comprennent l'opportunité qu'est le soutien aux PME ougandaises. Ces dernières contribuent à hauteur de 75% au PIB ougandais et ont joué un rôle essentiel pour assurer la capacité d'adaptation et la résilience des entreprises pendant la pandémie.

🌐 Rwanda

Approbation du budget national pour stimuler l'économie et maîtriser les prix

Le 29 juin, le Parlement a approuvé le budget national de 4,6 Mds USD pour le prochain exercice qui débutera le 1^{er} juillet 2022. Par rapport au budget de l'exercice en cours, le budget 2022/2023 se caractérise par une augmentation de +4,9%. Les membres de la commission du budget national et du patrimoine de la Chambre des députés ont souligné le rôle essentiel de ce budget dans le développement économique et la lutte contre l'inflation sur les produits de base. Pays enclavé, le Rwanda reste particulièrement affecté par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires importés. Dans ce cadre, le budget prévoit d'augmenter la production du *Made-in-Rwanda* et de maintenir la subvention sur le carburant et les engrais.

Le Conseil d'administration du FMI termine le sixième examen de l'instrument de coordination des politiques économiques pour le Rwanda.

Le 22 juin 2022, le Fonds monétaire international (FMI) a terminé le sixième examen de l'Instrument de coordination des politiques économiques. L'ICPE avait été approuvé le 28 juin 2019 pour faciliter la stabilité macroéconomique et financière, tout en faisant progresser un programme de réformes dans le cadre de la *National Strategy for Transformation (NST)*. La conclusion du Conseil exécutif est la suivante : les effets de la pandémie sur l'économie seront probablement exacerbés par les retombées de la guerre en Ukraine, qui, en raison de la hausse des prix des matières premières et de pressions inflationnistes supplémentaires, soulèvent des besoins sociaux et des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, exercent des

pressions sur les équilibres budgétaires et limitent l'espace politique pour soutenir une reprise inclusive. Le Rwanda devrait se concentrer sur l'augmentation de la couverture et des avantages des programmes de protection sociale existants de manière ciblée et éliminer progressivement les subventions au carburant. Face à la hausse de l'inflation, la Banque nationale du Rwanda devrait se tenir prête à resserrer davantage la politique monétaire de manière pour ancrer les anticipations inflationnistes. Le FMI recommande également d'accélérer l'ancrage de la discipline budgétaire à moyen terme au moyen d'un plan d'assainissement budgétaire crédible et favorable à la croissance.

L'engagement des autorités à l'égard des réformes structurelles devrait être maintenu afin de minimiser les craintes causées par la pandémie.

📍 Seychelles

La Banque Centrale des Seychelles (CBS) maintient le taux d'intérêt directeur à 2 % pour le 3^{ème} trimestre 2022

La CBS explique dans son communiqué de presse que malgré le rebond de l'activité économique, favorisé par la reprise du tourisme, la croissance est menacée par les effets du conflit russo-ukrainien (perturbation des chaînes d'approvisionnement et du transport, baisse du pouvoir d'achat des touristes). En dépit des effets inflationnistes du conflit, la CBS a jugé préférable de continuer à soutenir l'économie via le maintien d'une politique monétaire accommodante. Les taux de facilité de dépôt permanente (SDF) et de facilité de crédit permanente (SCF) resteront respectivement à 0,5 % et 3,5 %.

📍 Somalie

L'inflation pourrait atteindre 10 % en raison de la sécheresse.

Selon le gouverneur de la Banque centrale somalienne (CBS), Abdirahman Abdullahi, la sécheresse qui touche actuellement la Somalie pourrait conduire l'inflation à atteindre 10 %, d'ici à la fin de l'année, soit son niveau le plus élevé depuis plus de 15 ans. Pour rappel, la Somalie connaît actuellement sa pire sécheresse depuis 40 ans. Plus de 7 millions de personnes, soit environ la moitié de la population, aurait besoin d'aide alimentaire selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). L'inflation devrait s'accélérer au cours du second semestre de l'année 2022, après avoir atteint 6,7 % en mai.

Le FMI valide la seconde et troisième revue de son programme ECF

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé le 17 juin les deuxième et troisième revue de l'accord d'*Extended Credit Facility* (ECF) pour la Somalie. La décision du Conseil d'administration permet le décaissement immédiat de 14 M DTS (18,8 MUSD). Cette validation marque la réalisation de réformes par le gouvernement somalien, et devrait entériner le retour des appuis budgétaires, tout en facilitant l'atteinte du point d'achèvement Pays Pauvre Très Endetté (PPTE) au S1 2023. Le nouveau Président, élu le 15 mai, ainsi que son gouvernement devraient avoir plus de latitude pour poursuivre les réformes engagées.

📍 Soudan

Lancement du nouveau billet de 1000 SDG.

Comme nous le laissons entendre, la Banque Centrale a mis sur le marché, la semaine dernière, la nouvelle coupure de 1000 SDG dans un climat économique morose, toujours miné par l'hyperinflation. Dans le même temps, les petites coupures (qui peuvent aller jusqu'à 50 SDG) ne seraient plus acceptées, soit par certains magasins, soit par certaines banques. Dans le même temps, un nombre important de banques connaissent une crise de liquidités.

📍 Soudan du Sud

L'Ouganda et le Soudan du Sud renouvellent leur relation bilatérale

L'Ouganda et le Sud-Soudan ont convenu de renouveler le protocole d'accord (MoU) sur la promotion et le développement de leurs relations commerciales, signé pour la première fois il y a dix ans lors de la première réunion de la Commission permanente mixte (CPM). Cet événement est l'une des initiatives mise en œuvre pour discuter des défis et explorer les possibilités de commerce et d'investissement entre les deux pays voisins. L'ambassadeur de l'Ouganda au Soudan du Sud, le général de brigade Ronnie Balya, a déclaré que si l'accord conclu à l'époque offrait des pistes sur la manière de faire progresser le commerce transfrontalier entre les deux pays, le déclenchement de la guerre en 2013 a bloqué pendant un certain temps sa mise en œuvre.

📍 Tanzanie

Allègement de la taxe sur les transactions de *mobile money* (- 43 %)

Le ministre des Finances et de la Planification, *Mwigulu Nchemba*, a annoncé un allègement de la taxe sur les transactions de *mobile money* pour l'exercice fiscal 2022/2023 afin de favoriser la résilience de la population dans un contexte inflationniste (4 % d'inflation en g.a. pour le mois de mai 2022 contre 3,8 % en avril). Le plafond de la taxe est désormais fixé à 4000 TZS (1,7 USD), contre 7000 TZS (3 USD) en septembre 2021 et 10 000 TZS (4,3 USD) à son introduction en juin 2021. Une telle mesure devrait profiter aux opérateurs de services de *mobile money*, qui ont enregistré une baisse d'activité du fait de ladite taxe (- 25 % sur les revenus mensuels liés aux transactions mobiles entre juin et août 2021), ainsi qu'à la population tanzanienne qui dépend massivement du paiement mobile pour un usage de plus en plus étendu. En 2021, le taux d'utilisation de ces services était le deuxième au monde – après le Kenya – avec près de 35 millions d'utilisateurs, représentant 61 % de la population.

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor